



Service national universel (SNU): "pas les moyens de le généraliser" (Gil Avérous)

(AFP) -

Le ministre des Sports et de la Jeunesse, Gil Avérous, a expliqué lundi sur Sud Radio qu'en l'état actuel du budget "on n'avait pas les moyens de faire" la généralisation du service universel (SNU) promise par le chef de l'Etat.

Interrogé sur la généralisation du SNU en 2026, le ministre a répondu: "très clairement aujourd'hui on n'a pas les moyens de le faire, financièrement".

"La volonté d'Emmanuel Macron, elle est forte et elle est louable mais financièrement -- moi j'ai une partie des crédits du SNU dans mon ministère donc je peux en parler -- aujourd'hui je n'ai pas les moyens pour une généralisation du SNU, c'est clair", a-t-il insisté.

"En 2025, il ne le sera pas, en 2026 j'imagine mal qu'il puisse l'être", a-t-il dit.

"Il n'est pas prévu de le supprimer", a-t-il cependant souligné. "Pour l'instant, en 2025 j'ai les crédits du même montant que 2024", a-t-il relevé, soit pour "64.000 (personnes, ndlr) maximum".

Le SNU "est en panne, le modèle doit être réinterrogé", a-t-il ajouté.

En septembre, la Cour des comptes avait dressé un bilan sévère du SNU, un dispositif aux objectifs "incertains", au coût "largement sous-estimé", avec des "difficultés de déploiement".

Promesse de campagne du chef de l'Etat, le SNU a été lancé en 2019 avec l'objectif de le rendre à terme obligatoire pour toute une classe d'âge (environ 800.000 jeunes par an). Il comporte une "mission d'intérêt général" et un "séjour de cohésion" comprenant des activités sportives, culturelles et intellectuelles, avec des journées qui débutent par la "levée des couleurs" (drapeau et hymne national) et port de l'uniforme.

En janvier, l'ex-Premier ministre Gabriel Attal avait annoncé le lancement des "travaux" en vue d'une généralisation du SNU "à la rentrée 2026". La Cour des comptes a épinglé aussi "un dispositif sans pilotage budgétaire".

Afp le 28 oct. 24 à 12 18.